

L'EDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

NETHYS : MAIS QUEL MICMAC !

Rien n'est décidément simple avec Publifin/Nethys, rien n'est consensuel, et surtout, rien ne semble définitif. Un chat, même liégeois, n'y retrouverait pas ses jeunes.

Bonne chance en effet pour expliquer aux électeurs la nouvelle situation de gouvernance dans les intercommunales wallonnes, les nouveaux principes de gestion du secteur public de l'énergie et la nouvelle stratégie du groupe Nethys. Tout cela sera décliné différemment entre partis, mais aussi - et c'est la nouveauté - entre les fédérations d'un même

parti. Mercredi, le vote du décret, qui réforme les gestionnaires des réseaux électriques et de gaz, a fait apparaître non seulement des divergences entre le PS et les autres partis, mais aussi entre socialistes, qui ont voté différemment selon qu'ils étaient de Liège (contre) ou de Huy-Waremme (abstention). Allez comprendre ! Alors que deux décrets fondamentaux - gouvernance et GRD - sont désormais votés, la Wallonie reste exposée à des divisions virulentes et selon des clivages non traditionnels, sur deux politiques fondamentales. Le fossé entre Liège d'un côté et le reste de la Wallonie, qui a beaucoup présidé au développement du groupe Nethys/Publifin, est plus béant et public que jamais. Et surtout, personne ne peut aujourd'hui assurer que ce qui a été voté sera mis en pratique. Des exemples ? Le plafond de limitation des rémunérations à 245.000 euros pour les managers de ces entités publiques wallonnes - une mesure de gauche dont le ministre libéral

Crucke a fait sa bible -, risque bien d'être attaqué par des recours. Certains socialistes liégeois, actionnaires du groupe, ne sont pas les derniers à souligner l'impraticabilité concurrentielle d'un tel plafond...

La réorganisation des GRD ? Les libéraux sont en apparence tous pour (on fait ici l'impasse sur la

La Wallonie reste exposée à des divisions selon des clivages non traditionnels

Liégeoise Christine Defraigne), mais certains socialistes sont contre, dénonçant ce texte comme idéologiquement de droite, alors que les verts l'ont voté comme un seul homme. Là

aussi des recours sont possibles, évoqués notamment par le bourgmestre PS de Liège. Parle-t-il pour lui, pour le PS de Huy-Waremme, pour d'autres politiques liégeois, pour son parti ? Mystère.

Tout est devenu tellement confus qu'on ne sait plus si on assiste à la défense d'intérêts particuliers ou à la défense de positions de fond. Ce qui ressort surtout est l'opposition viscérale et quasi irrationnelle entre les camps. Avec d'un côté, les Liégeois qui pensent qu'on veut tuer leur ville et de l'autre, les partisans de la commission d'enquête « Publifin » incapables d'admettre des failles dans le nouveau dispositif légal et la pertinence de certains recours.

Au final : une très mauvaise image d'une Wallonie qui se montre incapable de redéfinir dans le consensus la stratégie d'un groupe où ne figurent pourtant que des actionnaires publics et dont on ne sait toujours rien, ni qui finalement y exerce vraiment le pouvoir.